

L'ÉDITO

par Stéphane LECAILLON

FIFA : juste un début

Le 26 février restera-t-il comme le jour où les choses ont changé pour la FIFA ? Le vendredi où la plus grande des confédérations sportives a su se regarder dans le miroir et se trouver une majorité pour élire un président au profil et au visage de « monsieur propre » ? Nous avons envie de croire en un autre futur pour l'ONU du foot, mais pas d'être naïf. Des crises, des scandales, des affaires de corruption, la FIFA en a connu un paquet, ces dernières années. Autant que des grands discours. Pourquoi les choses changeraient-elles avec Gianni Infantino, élu président jusqu'en 2019 à la tête d'une institution pourrie de l'intérieur par le clientélisme et l'opportunisme ? Si les us et coutumes en vigueur chez un grand nombre de dirigeants ont cette fois une vraie chance de changer radicalement, ce n'est pas parce qu'un nouveau président arrive. C'est, avant tout, parce que les

justices suisse et américaine, le FBI, les sponsors, les grands groupes télévisés et, accessoirement, l'opinion publique, mettent la pression sur la maison mère zurichoise comme jamais, depuis dix mois. Beaucoup de têtes sont tombées ces derniers temps. Cette justice ne s'est pas toujours opérée de façon très fair-play, mais elle a au moins le mérite de faire peur. Et, manifestement, pour une fois, la peur a été bonne conseillère. Le fait que le cheik Salman, un homme lié à un régime bahreïnien qui oppresse opposants et journalistes ; un homme qui aurait participé à l'identification de sportifs torturés pour avoir défendu la réforme démocratique dans son pays ; un homme sur qui pèse des soupçons de match arrangé ; n'ait pas obtenu plus de 50 % de voix pour être élu semble une évidence. Ça ne l'était pourtant pas, à la FIFA. Il a d'ailleurs obtenu 88 voix sur 207, preuve que le chemin vers la normalité est encore long. Mais il est déjà entamé. Car hier, le congrès n'a pas seulement élu un nouveau numéro un. Il a approuvé les grands principes prônés par le comité des réformes. Limitation de la durée des mandats, séparation du politique et de l'administratif, incorporation des femmes au niveau décisionnel, outils de contrôles des dépenses financières, respect des droits de l'homme, etc. : cet ensemble de mesures a été voté à 179 voix contre 22. C'est un début. Mais pour une fois, il est bon.